

MILA/ÉLECTION DU P/APW

Le FLN boycotte la cérémonie

La grande salle des délibérations de la wilaya grouillait de monde, ce samedi matin, à l’occasion de la cérémonie d’installation de l’Assemblée populaire de wilaya (APW) et l’élection du président, comme le stipule la réglementation.

Ayant glané 18 sièges, autant que son éternel concurrent le RND, le FLN a appris à ses dépens lors des tractations que le parti Ahd 54, qui se trouve être le seul arbitre avec ses 7 sièges, appelé à départager les deux grands gagnants de cette assemblée, a rallié la formation d’Ahmed Ouyahia, en contrepartie de dividendes plus alléchants.

Sachant donc pertinemment que les dés sont jetés en faveur du candidat RND, en l’occurrence le docteur Lebciir Badis, les 18 membres élus du FLN, à leur tête le président sortant, Hocine Seddiki, ont tout simplement décidé de faire l’impasse sur cette cérémonie, un geste que beaucoup d’observateurs ont qualifié de non fair-play ! Un mauvais perdant le FLN ? Mais la raison la plus plausible est que le vieux parti a cherché à éviter l’humiliation, en ne présentant aucun candidat et, du coup, annoncé son retrait de toutes activités au sein de cette assemblée. Mais avait-il le choix ?

Ainsi donc, la cérémonie s’est déroulée en présence de 25 membres (18 RND et 7



Photo : DF

Ahd 54) sur les 43 que compte l’APW, avec un candidat unique en la personne du docteur Lebciir Badis. L’élection s’est déroulée à bulletins secrets. Le résultat était sans surprise, un plébiscite de 25 voix pour et zéro contre !

Ainsi, le SG de la wilaya, qui a présidé l’opération, a déclaré, sous un tonnerre d’ovations, M. Lebciir Badis président de l’Assemblée populaire de wilaya (APW) pour

un mandat de 5 ans. Dans l’après-midi de jeudi, les autorités de wilaya, menées par le wali, ont procédé à l’installation de l’APC du chef-lieu de wilaya de Mila, qui a vu l’intronisation d’un nouveau venu sur la scène politique, à savoir le MPA, à la tête de cette assemblée, représenté par Maatouk Mouloud, jeune cadre à la SDE, nouveau maire de Mila pour un mandat de 5 ans.

A. M’haïmoud

GUELMA

Un autre revers pour le FLN

C’est une autre claque pour l’ex-parti unique. Le RND a raflé la mise au terme d’un scrutin qui a failli de peu se terminer en queue de poisson hier, dans la grande salle de la wilaya de Guelma.

Le vote a finalement eu lieu, mais le mérite revient au chef de l’exécutif et à certains élus qui ont réussi, avec sagesse, à calmer les esprits et rétablir le calme. C’est certainement une

toute première dans l’histoire des élections locales à Guelma, puisque de graves accusations mutuelles ont été lancées par certains élus. Le FLN a, en effet, perdu la présidence de

l’Assemblée de wilaya sur un score étriqué de 20 voix contre 19. Même à dix sièges contre neuf, le parti majoritaire avait plus que jamais besoin d’alliés pour pouvoir briguer la présidence de l’APW de Guelma, qui lui échappe depuis 2002, et ce, en dépit de quelques arrangements en coulisses. Le FLN ne cesse donc de sombrer dans la tour-

mente à Guelma, si l’on se réfère au mandat précédent, où, étant majoritaire, il a perdu la présidence de cette Assemblée au profit du RND.

Cela ne reflète-t-il pas la fragilité des structures locales de ce parti enregistrée ces derniers mois, notamment lors de la campagne électorale ?

Noureddine Guergour

ANNABA

Installation de la nouvelle APW

La nouvelle Assemblée populaire de wilaya (APW) d’Annaba, issue des élections locales du 29 novembre 2012, a été installée jeudi en présence des autorités civiles et militaires.

La cérémonie d’installation, qui s’est déroulée dans la salle de conférences de l’APW, a été supervisée par le wali d’Annaba, Mohamed El Ghazi. Les 39 sièges attribués à la wilaya d’Annaba ont été

remportés par six partis. Il s’agit du FLN (14), du PT (7), du RND (5), du FND (5), du MPA (5) et du MSP (3).

Après consensus fait autour de la tête de liste du parti FLN, Ahmed Hadji, pour occuper la présidence, l’un des élus de l’ex-parti unique, Jamil Amrani, a pris la parole pour manifester son désaccord, arguant de la nécessité de recourir à l’urne pour un vote libre et équitable. Ce qui fut fait à l’initiative du wali. Et les résultats sortis ainsi de l’urne donnaient un avantage de 24 voix pour Hadji

contre 14 pour son adversaire, alors qu’un bulletin a été déclaré nul.

Par ailleurs, et concernant l’installation des 12 nouvelles Assemblées populaires communales (APC) que compte la wilaya d’Annaba, un programme s’étalant sur deux jours (dimanche 9 et lundi 10 décembre) a été retenu par la wilaya d’Annaba. A cet effet, l’Assemblée de la commune chef-lieu de wilaya sera la première à être installée, selon ce programme établi.

A. Bouacha

OUM-EL-BOUAGHI

Un millier de foyers raccordés au gaz naturel à l’horizon 2013

Selon les informations fournies à notre journal *Le Soir D’Algérie* par Ferhati Omar, chef de service au niveau de la DME d’Oum El Bouaghi, pas moins d’un millier de foyers bénéficieront du gaz naturel au courant de l’année 2013. La même source nous apprend que le taux de couverture a atteint la proportion de 75 % en gaz naturel et dépasse les 95% en électrification rurale. Ces réalisations, fruit du travail des pouvoirs publics, propulsent la wilaya à un rang appréciable au niveau national. Selon la même source, le souci de ce secteur, demeurent les populations des agglomérations et des bourgades isolées. D’ailleurs, parmi les 29 communes que compte la wilaya, seules 6 ne sont pas encore desservies en gaz naturel. Il s’agit de Ouled Zouai, Aïn Diss, El Harmlia, Bhir Chergui Blala et Rehia. M. Ferhati nous apprend que le programme futur de la DME comprend pas moins de 140 mechtas qui seront raccordées au réseau électrique et touchera plus de 2 540 foyers. Pour ce programme aussi important que nécessaire, une enveloppe financière de l’ordre de 2 490 millions de dinars lui sera consacrée, selon notre interlocuteur. Les études sont ficelées pour le quinquennat en cours et une fois lancée, l’opération touchera l’ensemble des bourgades de la wilaya et l’objectif à court terme reste une couverture idéale de 100%.

Moussa Chtatcha

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Le cri des familles des personnes disparues

Cinquante ans après la guerre d’Indépendance, il est impossible d’oublier les cinquante-quatre personnes enlevées par les forces militaires coloniales, en date du 02/02/1958, à Bordj Bou-Arreridj.

En effet les familles des disparus sollicitent des autorités locales d’user de tous leurs moyens pour retrouver les dépouilles des personnes disparues, quitte à demander les archives à la France.

C’est l’unique moyen pour que la mémoire des familles endeuillées s’apaise. Cependant, disent les familles concernées par ce drame, «quand bien même la page est tournée», elles refusent l’héritage du silence, de l’amnésie et de l’oubli sur l’horreur et la barbarie du colonialisme français.

Layachi Salah Eddine

POUR LA LIBÉRATION DE M. HADDOU LAKHDAR
MANIFESTE

Suite aux innombrables exactions procédurales rencontrées dans l’affaire Lakhdar Haddou, qui ont abouti à une procédure de contrainte par corps ; après avoir relevé, démontré et mis à nu toutes les lacunes procédurales et dénoncé l’arbitraire judiciaire qui pénalise notre mandant M. Lakhdar Haddou ; victime expiatoire dans la violation des procédures en question.

Il convient de préciser que le parquet de la République de Sidi M’hamed a délibérément enfreint les dispositions des articles 604/605/607/609 du code de procédure pénale, sur la base de la violation des dispositions de ces articles, M. Lakhdar Haddou se retrouve en détention arbitraire.

La lacune est que la mesure de la contrainte par corps en date du 19/12/2011 est venue après la mise en vente par le juge des saisies du tribunal de Boufarik, d’une partie de ses biens, ce que démontre le jugement du 30/11/2011, cela constitue un précédent grave dans les annales de la justice.

L’acte en lui-même est une atteinte grave à la liberté de notre mandant M. Lakhdar Haddou, au détriment du droit et de la loi pour des raisons injustifiées et injustifiables.

Ces pratiques et procédés qui n’honorent pas la justice de notre pays doivent ces-

ser d’exister afin d’éviter d’autres victimes, et briser le silence sur la violation et le non-respect de l’énoncé des articles 604/605/607/609 du code de procédure pénale.

A travers ce manifeste, nous dénonçons fermement un état de fait qui pénalise un innocent contre lequel une forme de mesure de contrainte par corps entachée de violation, irrégularités et d’interprétations abusives et erronées des procédures mises en place.

Nous, hommes de loi, luttons et combattons pour que cesse l’injustice par tous les moyens légaux et faire entendre la voix de la justice...

Pour ces raisons, nous lançons un appel à la conscience de ceux qui ont la charge de mettre un terme à ces agissements abusifs et arbitraires, à leur tête le premier magistrat du pays, Monsieur le Président de la République, aussi l’actuel ministre et garde des Sceaux ; qui sont sensibles à tout type d’injustice flagrante, de mettre fin à la détention arbitraire dont est victime M. Lakhdar Haddou qui est à sa soixante-et-unième année d’existence et qui est écroué à la maison d’arrêt de Aïn Ouessara, wilaya de Djelfa.

Pour le collectif des avocats
M^r Sidi Saïd Samir